

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE **CGT, CFDT, CGT-FO, CGC, SUD**

Déclaration au CTP de l'Insee du 21 juin 2011

L'affaire Guéant : l'indépendance de l'Institut est mise en cause... et toujours pas de réaction !

Le 22 mai dernier, le ministre de l'Intérieur a lancé une polémique en annonçant que les deux tiers des élèves sortant du système éducatif sans qualification étaient des immigrés, puis que les deux tiers des enfants d'immigrés sortaient du système éducatif sans qualification. Selon lui, ce résultat s'appuyait sur une étude de l'Insee publiée en 2005 (*Insee Références*, « Les immigrés en France », édition 2005, p.98). Il s'agit en réalité d'une interprétation fautive du résultat suivant : parmi les élèves entrés en 6^{ème} en 1995, 6,1 % des enfants de famille non immigrée sont sortis de l'enseignement secondaire sans qualification, contre 10,7 % des enfants de famille immigrée.

Abordons tout d'abord la question du désarroi des agents de l'Insee en contacts avec le public. L'institut, lorsqu'il est interrogé, renvoie parfois sur les résultats de l'étude, mais d'autres fois ne donne pas d'instructions précises aux agents en contacts avec les publics. La direction de l'Insee laisse ces agents démunis devant une affaire aussi sensible.

Au-delà, pour la réputation de l'institut, l'affaire est extrêmement grave.

De toutes parts des remontées très fortement négatives nous parviennent : des agents des Directions régionales, des agents des centres informatiques, des agents de la Direction Générale et du GENES ainsi que des retraités de l'Institut sont scandalisés par le silence de la Direction de l'Insee à ce sujet.

L'affaire prend une proportion chaque jour plus grande car d'autres responsables de l'État, par exemple la rectrice de l'académie Orléans-Tours, s'inscrivent dans les suites de cette erreur ou autre... du ministre de l'intérieur.

La direction doit prendre position publiquement !

L'Insee n'a pas vocation à corriger toutes les mauvaises interprétations des données qu'il publie, qu'elles soient de bonne ou de mauvaise foi. Mais lorsqu'une affaire publique prend une telle importance, lorsque l'institut est directement remis en question, les agents et leurs organisations syndicales attendent une communication.

Ce silence de la Direction doit-il être interprété comme une complicité avec le gouvernement, ruinant la crédibilité de l'Insee face aux citoyens ? Ce silence expose l'ensemble des agents aux railleries et détruit l'argumentaire des enquêteurs pour inciter à répondre aux enquêtes : à quoi bon répondre, puisque ensuite, un ministre de l'État peut affirmer des contre vérités en prétendant se fonder sur les résultats de l'enquête ?

La direction ne peut plus rester murée dans son silence. Elle doit adopter une ligne de conduite car les périodes pré-électorales et électorales risquent de multiplier ce type d'interventions inopinées de nos gouvernants. Or, selon l'indicateur n°7 du principe n°1 (indépendance professionnelle) du code de bonnes pratiques de la statistique européenne : « *L'Autorité statistique, s'il y a lieu, s'exprime publiquement sur les questions statistiques, y compris sur les critiques et les utilisations abusives des statistiques publiques* ». Et ici l'Autorité statistique à laquelle il est fait référence est l'Insee (et non pas l'Autorité de la statistique publique).

Paris le 21 juin 2011